

Burundi : l'ONU finance la radio de la fondation de la première dame

RFI, 07-02-2018 Est-ce bien le rôle des Nations unies de financer une radio qui appartient à la première dame du Burundi ? C'est tout l'objet d'une nouvelle polémique. Cette chaîne, c'est la radio-télévision Buntu, une station qui émet depuis Buye en province de Ngozi. [Photo : le couple présidentiel burundais a inauguré samedi la radio-télévision Buntu, une station qui émet depuis Buye en province de Ngozi et appartenant à la fondation de Denise Nkurunziza, l'épouse du président.]

Elle est lancée par la fondation de Denise Nkurunziza, l'épouse du président burundais. Elle a été inaugurée samedi dernier par le couple présidentiel et l'on apprend que le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a octroyé à cette radio en novembre un don en équipement d'une valeur de 106 millions de francs burundais, soit 49 000 euros. C'est un don qui pose question. Un don pour équiper le studio et la régie de diffusion de la nouvelle radio de la fondation de la première dame burundaise. Pour le Fonds des Nations unies pour la population (qui travaille notamment pour la promotion de la planification familiale), les radios communautaires constituent le meilleur canal de sensibilisation des populations. Et dans un tweet, publié samedi, jour de l'inauguration, le FNUAP écrivait : « Cette radio contribuera à atteindre les résultats de l'UNFPA mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables et oubliées. »

Président de l'Observatoire burundais de la presse, Innocent Muhozi juge plutôt cet appui scandaleux. « On se retrouve aujourd'hui avec une agence des Nations unies qui finance une chaîne de propagande du président et de sa femme, une radio appartenant à celui qui détruit les médias indépendants, qui détruit le système et pratiquement toutes les associations indépendantes de la société civile, qui maintient en prison plus de 8000 jeunes gens qui ont juste manifesté contre le mandat. Je vous rappelle que la Cour pénale internationale aujourd'hui est saisie sur les crimes contre l'humanité qui se commettent au Burundi. Qu'on ne nous parle pas d'intérêts envers les vulnérables. Tous les jours, ils créent des vulnérables, par leur politique, par leur pratique. Qu'une agence de l'ONU ait posé un tel acte, se fourvoie dans une telle opération, c'est un compromis en bonne et due forme, avec des gens accusés de crimes gravissimes. » Le FNUAP ne souhaite pas réagir pour le moment.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});